

**Art. 3.** Dit decreet heeft uitwerking op 1 april 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 oktober 2015.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,  
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,  
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

—  
Nota

(1) *Zitting 2014-2015.*

*Stukken van het Waalse Parlement*, 294 (2015-2016), nrs. 1 tot 3.

*Volledig verslag*, openbare zitting van 28 oktober 2015.

Bespreking.

Stemming.

—————  
**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2015/205063]

**26 OCTOBRE 2015. — Arrêté ministériel relatif au contenu et aux modalités de participation et d'organisation de la formation et de l'examen des candidats à l'agrément de responsable PEB**

Le Ministre de l'Énergie,

Vu le décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, l'article 40, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et l'article 69, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, les articles 56, 58, § 3, et 90, § 3;

Vu le rapport du 6 octobre 2015 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 58.178/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 octobre 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments.

**Art. 2.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> décret : le décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments;

2<sup>o</sup> arrêté : l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments;

3<sup>o</sup> administration : le Service public de Wallonie, la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie, Département de l'Énergie et du Bâtiment durable, Direction du Bâtiment durable;

4<sup>o</sup> centre : le centre de formation de responsables PEB, agréé conformément aux exigences de l'arrêté;

5<sup>o</sup> candidat : la personne physique ayant introduit une demande d'agrément en qualité de responsable PEB, conformément aux exigences de l'arrêté;

6<sup>o</sup> logiciel : le logiciel visé à l'article 20, § 4, du décret;

7<sup>o</sup> formation : la formation visée à l'article 56 de l'arrêté;

8<sup>o</sup> examen : l'examen visé aux articles 58, § 1<sup>er</sup>, et 90, § 3, de l'arrêté;

9<sup>o</sup> formateur : le membre du personnel enseignant qualifié répondant aux conditions de l'article 74 ou de l'article 91 de l'arrêté.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. L'administration met à disposition du centre les ressources suivantes :

1° la liste des candidats à l'examen, répondant aux conditions de l'article 69, § 2, du décret ou de l'article 90, § 2, de l'arrêté;

2° la liste des candidats à la formation et à l'examen, répondant aux conditions de l'article 40, § 1<sup>er</sup>, du décret;

3° les supports pédagogiques de la formation, comprenant au minimum les éléments suivants :

a) la version mise à jour du logiciel;

b) le contenu pédagogique de la formation établi sur des diapositives ou sur tout autre support;

4° les supports administratifs relatifs à l'organisation de la formation et de l'examen, comprenant au minimum :

a) les questionnaires de l'épreuve théorique, accompagnés du corrigé et de la méthode de cotation;

b) les questionnaires et fichiers informatiques de l'épreuve pratique, accompagnés du corrigé et de la méthode de cotation.

Les ressources peuvent être mises à disposition du centre par voie électronique.

§ 2. L'administration publie sur son site internet les modalités d'inscription à la formation et à l'examen ainsi que les dates des sessions planifiées par le centre.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le centre :

1° admet à la formation et à l'examen les seuls candidats repris dans la liste mise à disposition par l'administration, et utilise la liste des candidats aux seules fins de la formation et de l'examen;

2° confirme aux candidats leur inscription et leur communique les lieux, les dates et les modalités pratiques de la formation et de l'examen;

3° utilise, exclusivement, chacun des supports pédagogiques et administratifs de la formation mis à disposition par l'administration;

4° ne modifie pas le contenu des supports de la formation, et n'utilise d'autres supports qu'avec l'accord préalable et écrit de l'administration;

5° met à disposition de chaque candidat les supports de la formation, en ce compris un syllabus reprenant le contenu pédagogique;

6° met à disposition de chaque candidat inscrit à la formation les locaux et le matériel informatique nécessaires au bon déroulement de la formation et de l'examen;

7° communique à l'administration le rapport sur la session de formation ou d'examen visé à l'article 72, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté, au format papier et par voie électronique. Le rapport est établi conformément au modèle mis à disposition par l'administration;

8° communique à l'administration, sans délai, toute modification pouvant avoir un impact sur l'agrément de centre de formation de responsables PEB;

9° sauf autorisation préalable demandée au moyen du formulaire mis à disposition par l'administration, fait appel exclusivement aux formateurs renseignés dans la demande d'agrément en tant que centre de formation pour dispenser la formation et l'examen.

§ 2. Les supports de la formation sont réservés exclusivement à la formation des candidats.

Ils ne font l'objet d'aucune forme de diffusion, partielle ou intégrale, en dehors du cadre de la formation, sauf accord préalable et écrit de l'administration.

Les supports de la formation sont la propriété exclusive de l'administration.

**Art. 5.** En cas de circonstances exceptionnelles et indépendantes de la volonté du candidat, l'absence à une journée de formation ou à une épreuve est tolérée par le centre, à charge pour le candidat de fournir un document probant justifiant l'absence. Ce document est conservé par le centre et une copie est jointe au rapport de session et d'examen.

En cas d'absence justifiée à une épreuve, le candidat subit l'épreuve lors d'une nouvelle session d'examen organisée dans le même centre.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. L'examen se compose chronologiquement d'une épreuve théorique et d'une épreuve pratique.

L'épreuve théorique comprend deux questionnaires à choix multiple, le premier à compléter "à livre fermé" et le second à compléter "à livre ouvert", mis à disposition par l'administration.

L'épreuve pratique consiste à apporter la preuve de la connaissance de l'utilisation du logiciel et de la méthode de calcul PEB.

Le candidat complète, à l'aide d'un énoncé, l'encodage des données d'un projet dans le logiciel, au format électronique. Le candidat apporte la preuve des connaissances théoriques directement ou indirectement liées à cet encodage.

§ 2. Un formateur ou un membre du personnel du centre surveille les épreuves de l'examen.

§ 3. Le centre ou le formateur corrige l'épreuve théorique de l'examen. Le formateur corrige l'épreuve pratique.

§ 4. En cas d'échec à l'examen, le candidat s'inscrit à une session ultérieure de formation et d'examen.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en cas d'échec à l'examen, les candidats visés à l'article 69, § 2, du décret et à l'article 90, § 2, de l'arrêté s'inscrivent à une session ultérieure d'examen.

§ 5. L'administration peut assister à la formation ainsi qu'à l'examen.

**Art. 7.** Le candidat qui ne présente pas une épreuve ou qui est absent à une journée de formation, sans pouvoir justifier son absence conformément à l'article 5, est exclu de la promotion de candidats.

En vue de l'obtention de l'agrément, le candidat s'inscrit à une session ultérieure de formation et d'examen.

Par dérogation à l'alinéa 2, les candidats visés à l'article 69, § 2, du décret et à l'article 90, § 2, de l'arrêté s'inscrivent à une session ultérieure d'examen.

**Art. 8.** Le centre gère les litiges portant sur les notes obtenues à l'examen.

Le responsable du centre gère les recours de candidats à l'encontre d'un formateur et informe l'Administration des suites données au recours.

Un conflit persistant entre le centre et le candidat au sujet d'un formateur est inscrit à l'ordre du jour d'un comité de suivi.

**Art. 9.** Un comité de suivi réunissant le centre et l'administration, peut être tenu en vue, notamment, d'analyser et de remédier aux dysfonctionnements de la formation ou de son organisation, d'évaluer les adaptations du contenu pédagogique de la formation, d'émettre un avis sur la qualité de la formation ou des formateurs.

Le comité de suivi est constitué d'un ou plusieurs représentants de l'administration, d'un ou deux représentants du centre et de tout autre membre coopté.

Le centre assure le secrétariat du comité de suivi.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 26 octobre 2015.

P. FURLAN

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/205063]

#### 26. OKTOBER 2015 — Ministerialerlass über den Inhalt und die Teilnahme- und Organisationsmodalitäten der Ausbildung und der Prüfung der Bewerber um die Zulassung als PEB-Verantwortlicher

Der Minister für Energie,

Aufgrund des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden, Artikel 40 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 und Artikel 69 § 2 Absatz 1 Ziffer 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden, Artikel 56, 58 § 3 und 90 § 3;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 6. Oktober 2015;

Aufgrund des am 5. Oktober 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 58.178/4;

Beschließt:

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass dient der teilweisen Umsetzung der Richtlinie 2010/31/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Mai 2010 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden.

**Art. 2** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden;

2° Erlass: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden;

3° Verwaltung: der öffentliche Dienst der Wallonie, die operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen, Direktion Nachhaltiges Bauwesen;

4° Zentrum: das Ausbildungszentrum für PEB-Verantwortliche, das gemäß den Anforderungen des Erlasses zugelassen ist;

5° Bewerber: die natürliche Person, die gemäß den Anforderungen des Erlasses einen Antrag auf Zulassung als PEB-Verantwortlicher eingereicht hat;

6° Computerprogramm: das in Artikel 20 § 4 des Dekrets erwähnte Computerprogramm;

7° Ausbildung: die in Artikel 56 des Erlasses genannte Ausbildung;

8° Prüfung: die in Artikel 58 § 1 und Artikel 90 § 3 des Erlasses genannte Prüfung;

9° Ausbilder: das Mitglied des qualifizierten Lehrpersonals, das den Bedingungen von Artikel 74 oder Artikel 91 des Erlasses genügt.

**Art. 3** - § 1 - Die Verwaltung stellt dem Zentrum die folgenden Hilfsmittel zur Verfügung:

1° die Liste der Bewerber zur Prüfung, die den Bedingungen nach Artikel 69 § 2 des Dekrets oder nach Artikel 90 § 2 des Erlasses genügen;

2° die Liste der Bewerber zur Ausbildung und zur Prüfung, die den Bedingungen nach Artikel 40 § 1 des Dekrets genügen;

3° das Lehrmaterial für die Ausbildung, das mindestens die folgenden Elemente umfasst:

a) die aktualisierte Version des Computerprogramms;

b) den auf Diapositiven oder jeglichem anderen Träger festgehaltenen Lehrinhalt;

4° die verwaltungstechnischen Instrumente zur Organisation der Ausbildung und der Prüfung, und zwar mindestens:

a) die Fragebögen zur theoretischen Prüfung samt Lösungen und Bewertungsmethode;

b) die Fragebögen und Computerdateien zur praktischen Prüfung samt Lösungen und Bewertungsmethode;

Die Hilfsmittel können dem Zentrum elektronisch zur Verfügung gestellt werden.

§ 2 - Die Verwaltung veröffentlicht die Modalitäten für die Anmeldung zur Ausbildung und zur Prüfung sowie das Datum der vom Zentrum geplanten Sitzungen auf ihrer Webseite.

**Art. 4 - § 1 - Das Zentrum**

1° lässt nur diejenigen Bewerber zur Ausbildung und zur Prüfung zu, die auf der von der Verwaltung bereitgestellten Liste stehen, und verwendet die Liste der Bewerber nur zu Ausbildungs- und Prüfungszwecken;

2° übermittelt den Bewerbern eine Bestätigung ihrer Anmeldung und teilt ihnen Ort, Datum und praktische Modalitäten der Ausbildung und der Prüfung mit;

3° verwendet ausschließlich das ganze von der Verwaltung zur Verfügung gestellte Lehrmaterial und alle verwaltungstechnischen Instrumente der Ausbildung;

4° ändert nichts an dem Inhalt des Ausbildungsmaterials und verwendet andere Instrumente nur mit der vorherigen schriftlichen Genehmigung der Verwaltung;

5° stellt jedem Bewerber das Ausbildungsmaterial zur Verfügung, darunter auch eine Unterrichtsunterlage mit dem Lehrinhalt;

6° stellt jedem zur Ausbildung angemeldeten Bewerber die zum guten Ablauf der Ausbildung und der Prüfung notwendigen Räume und Computerausrüstung zur Verfügung;

7° übermittelt der Verwaltung in Papierform und auf elektronischem Wege den in Artikel 72 § 1 Absatz 2 des Erlasses erwähnten Bericht über die Ausbildungs- bzw. Prüfungssitzung. Dieser Bericht wird nach dem von der Verwaltung bereitgestellten Muster erstellt;

8° setzt die Verwaltung unverzüglich von jeder Änderung in Kenntnis, die sich auf die Zulassung eines Ausbildungszentrums für PEB-Verantwortliche auswirken könnte;

9° zieht ausschließlich die im Antrag auf Zulassung als Ausbildungszentrum identifizierten Ausbilder hinzu, um die Ausbildung und die Prüfung zu gewährleisten, es sei denn, eine anhand des von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Formulars beantragte Genehmigung wurde vorher erteilt.

§ 2 - Das Ausbildungsmaterial wird ausschließlich zur Ausbildung der Bewerber genutzt.

Außerhalb des Rahmens der Ausbildung wird es nach außen hin keineswegs verbreitet, sei es ganz oder teilweise, außer mit der vorherigen, schriftlichen Genehmigung der Verwaltung.

Das Ausbildungsmaterial ist exklusives Eigentum der Verwaltung.

**Art. 5 -** Im Falle von außerordentlichen und vom Willen des Bewerbers unabhängigen Umständen ist das Fernbleiben von einem Ausbildungstag bzw. einer Prüfung vom Zentrum geduldet, vorausgesetzt, dass der Bewerber ein Dokument zur Rechtfertigung des Fernbleibens vorweisen kann. Dieses Dokument wird vom Zentrum aufbewahrt und eine Kopie wird dem Sitzungs- und Prüfungsbericht beigelegt.

Bei gerechtfertigtem Fernbleiben von einer Prüfung legt der Bewerber die Prüfung im Rahmen einer neuen, in demselben Zentrum abgehaltenen Prüfungssitzung ab.

**Art. 6 - § 1 -** Die Prüfung besteht in chronologischer Folge aus einem theoretischen und einem praktischen Teil.

Die theoretische Prüfung umfasst zwei von der Verwaltung bereitgestellte Multiple-Choice-Fragebögen. Der erste Fragebogen ist "bei geschlossenem Buch" auszufüllen, und der zweite ist "bei offenem Buch" auszufüllen.

Die praktische Prüfung besteht darin, den Beweis der Vertrautheit mit dem Computerprogramm und der PEB-Berechnungsmethode zu erbringen.

Auf der Grundlage einer Erklärung gibt der Bewerber die Daten eines Projekts in elektronischer Form in das Computerprogramm ein. Der Bewerber weist nach, dass er sich die direkt oder indirekt mit dieser Dateneingabe verbundenen theoretischen Kenntnisse angeeignet hat.

§ 2 - Ein Ausbilder oder ein Personalmitglied des Zentrums überwacht die Prüfungen.

§ 3 - Das Zentrum oder der Ausbilder korrigiert den theoretischen Teil der Prüfung. Der Ausbilder korrigiert den praktischen Teil der Prüfung.

§ 4 - Bei nicht bestandener Prüfung meldet sich der Bewerber zu einer späteren Ausbildungs- und Prüfungssitzung an.

Bei nicht bestandener Prüfung melden sich die in Artikel 69 § 2 des Dekrets und in Artikel 90 § 2 des Erlasses genannten Bewerber in Abweichung von Absatz 1 zu einer späteren Prüfungssitzung an.

§ 5 - Die Verwaltung kann der Ausbildung sowie der Prüfung beiwohnen.

**Art. 7 -** Der Bewerber, der ohne Rechtfertigung seines Fernbleibens im Sinne von Artikel 5 einen Prüfungsteil nicht ablegt oder an einem Ausbildungstag fehlt, wird von der Bewerbergruppe ausgeschlossen.

Um die Zulassung zu erhalten, meldet sich der Bewerber zu einer späteren Ausbildungs- und Prüfungssitzung an.

In Abweichung von Absatz 2 melden sich die in Artikel 69 § 2 des Dekrets und in Artikel 90 § 2 des Erlasses genannten Bewerber zu einer späteren Prüfungssitzung an.

**Art. 8 -** Das Zentrum behandelt die Streitigkeiten in Bezug auf die bei der Prüfung erzielten Punktzahlen.

Der Verantwortliche des Zentrums behandelt die Beschwerden der Bewerber gegen einen Ausbilder und informiert die Verwaltung über die infolge der Beschwerde getroffenen Maßnahmen.

Ein anhaltender Konflikt zwischen dem Zentrum und dem Bewerber betreffend einen Ausbilder wird auf die Tagesordnung eines Überwachungsausschusses gesetzt.

**Art. 9** - Das Zentrum und die Verwaltung können in einem Überwachungsausschuss zusammentreten, insbesondere um die Funktionsstörungen bei der Ausbildung oder deren Gestaltung zu analysieren und zu beheben, die Anpassungen des Lehrinhalts der Ausbildung zu bewerten und die Qualität der Ausbildung oder der Ausbilder zu begutachten.

Der Überwachungsausschuss setzt sich aus einem bzw. mehreren Vertreter(n) der Verwaltung, einem bzw. zwei Vertreter(n) des Zentrums und jeglichem kooptierten Mitglied zusammen.

Das Sekretariat des Überwachungsausschusses wird von dem Zentrum wahrgenommen.

**Art. 10** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Namur, den 26. Oktober 2015

P. FURLAN

VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/205063]

### 26 OKTOBER 2015. — Ministerieel besluit betreffende de inhoud en de modaliteiten inzake deelname aan en organisatie van de opleiding en het examen van de kandidaten voor de erkenning van EPB-verantwoordelijke

De Minister van Energie,

Gelet op het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, artikel 40, § 1, eerste lid, 2°, en artikel 69, § 2, eerste lid, 3°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, artikelen 56, 58, § 3, en 90, § 3;

Gelet op het rapport van 6 oktober 2015 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 58.178/4 van de Raad van State, gegeven op 5 oktober 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

**Artikel 1.** Richtlijn 2010/31/EU van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 2010 betreffende de energieprestatie van gebouwen wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

**Art. 2.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet: het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen;

2° besluit : het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen;

3° administratie : de Waalse Overheidsdienst, Operationeel directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie, Departement Energie en Duurzaam Gebouw, directie Duurzaam Gebouw;

4° centrum : het opleidingscentrum voor EPB-verantwoordelijken erkend overeenkomstig de voorwaarden van dit besluit;

5° kandidaat : natuurlijke persoon die een aanvraag tot erkenning als EPB-verantwoordelijke heeft ingediend overeenkomstig de bepalingen van het besluit;

6° software : de software bedoeld in artikel 20, § 4, van het decreet;

7° opleiding : de opleiding bedoeld in artikel 56 van het besluit;

8° examen : het examen bedoeld in de artikelen 58, § 1, en 90, § 3, van het besluit;

9° opleider : het lid van het gekwalificeerde onderwijzend personeel dat de voorwaarden van artikel 74 of artikel 91 van het besluit vervult.

**Art. 3.** § 1. De administratie stelt de volgende hulpmiddelen ter beschikking van het centrum :

1° de lijst van de kandidaten voor het examen die de voorwaarden van artikel 69, § 2, van het decreet of van artikel 90, § 2, van het besluit vervullen;

2° de lijst van de kandidaten voor de opleiding en het examen die de voorwaarden van artikel 40, § 1, van het decreet vervullen;

3° de pedagogische dragers voor de opleiding, met minimum de volgende elementen :

a) de bijgewerkte versie van de software;

d) de pedagogische inhoud van de opleiding vastgelegd op dia's of op elke andere drager;

4° de administratieve dragers betreffende de organisatie van de opleiding en het examen, bevattende minstens :

a) de vragenlijsten voor de schriftelijke proef, vergezeld van de oplossingen en de beoordelingsmethode;

b) de vragenlijsten en informaticabestanden voor de praktische proef, vergezeld van de oplossingen en de beoordelingsmethode.

De hulpmiddelen kunnen ter beschikking van het centrum gesteld worden langs de elektronische weg.

§ 2. De administratie maakt de inschrijvingsmodaliteiten voor de opleiding en het examen alsook de door het centrum geplande data van de zittingen op haar internetsite bekend.

**Art. 4.** § 1. Het centrum :

1° laat slechts de kandidaten die op de door de administratie ter beschikking gestelde lijst opgenomen zijn toe op de opleiding en het examen en gebruikt de kandidatenlijst enkel voor de opleiding en het examen;

2° bevestigt de inschrijving van de kandidaten en geeft hen kennis van de plaatsen, de data en de praktische modaliteiten van de opleiding en van het examen;

3° gebruikt, uitsluitend, elk van de door de administratie ter beschikking gestelde pedagogische en administratieve dragers voor de opleiding;

4° wijzigt de inhoud van de opleidingsdragers niet en gebruikt andere dragers enkel en alleen met de voorafgaande schriftelijke toestemming van de administratie;

5° stelt de opleidingsdragers ter beschikking van elke kandidaat, met inbegrip van een syllabus waarin de pedagogische inhoud opgenomen is;

6° stelt de lokalen en het informaticamateriaal die nodig zijn voor het goede verloop van de opleiding en het examen ter beschikking van elke kandidaat die voor de opleiding ingeschreven is;

7° maakt het in artikel 72, § 1, tweede lid, van het besluit bedoelde rapport betreffende de opleidings- of examen zitting aan de administratie over op papieren drager en langs de elektronische weg. Het rapport wordt opgemaakt overeenkomstig het door de administratie ter beschikking gestelde model;

8° geeft de administratie onmiddellijk kennis van elke wijziging die een weerslag kan hebben op de erkenning van een opleidingscentrum voor EPB-verantwoordelijken;

9° doet uitsluitend een beroep op de opleiders die in de erkenningsaanvraag opgegeven worden als opleidingscentrum om de opleiding en het examen te geven, behoudens voorafgaande toestemming aangevraagd via het door de administratie ter beschikking gestelde formulier.

§ 2. De dragers voor de opleiding zijn uitsluitend voor de opleiding van de kandidaten bestemd.

Ze worden in geen enkele vorm verspreid, noch gedeeltelijk noch integraal, buiten het kader van de opleiding, behalve voorafgaand schriftelijk akkoord van de administratie.

De dragers voor de opleiding behoren uitsluitend toe aan de administratie.

**Art. 5.** In geval van buitengewone omstandigheden die onafhankelijk zijn van de wil van de kandidaat, wordt afwezigheid op een opleidingsdag of op een proef door het centrum geduld voor zover de kandidaat een bewijsstuk voor zijn afwezigheid overlegt. Dat document wordt door het centrum bewaard en een afschrift wordt bij het zittings- examenverslag gevoegd.

In geval van gewettigde afwezigheid op een proef ondergaat de kandidaat de proef op een nieuwe examen zitting die in hetzelfde centrum georganiseerd wordt.

**Art. 6.** § 1. Het examen bestaat in chronologische volgorde uit een theoretische en een praktische proef.

De theoretische proef bestaat uit twee multiple-choice vragenlijsten die door de administratie ter beschikking gesteld worden. De eerste vragenlijst moet "met gesloten boek" ingevuld worden en de tweede "met open boek".

De praktische proef dient om het bewijs te leveren van de bekwaamheid om gebruik te maken van de software en van de berekeningmethode EPB.

De kandidaat vult met behulp van een uiteenzetting de codering aan van de gegevens van een project in de software, in elektronisch formaat. De kandidaat levert het bewijs van de theoretische kennis in rechtstreeks of onrechtsreeks verband met die codering.

§ 2. Een opleider of een personeelslid van het centrum ziet toe op de proeven van het examen.

§ 3. Het centrum of de opleider verbetert de theoretische proef van het examen. De opleider verbetert de praktische proef.

§ 4. Als de kandidaat niet slaagt voor het examen, schrijft hij zich in voor een latere opleidings- en examen zitting.

In afwijking van het eerste lid, schrijven de kandidaten bedoeld in artikel 69, § 2, van het decreet en in artikel 90, § 2, van het besluit zich in voor een latere examen zitting als ze niet slagen voor het examen.

§ 5. De administratie kan de opleiding alsook het examen bijwonen.

**Art. 7.** De kandidaat die een proef niet aflegt of die een opleidingsdag mist zonder wettiging van zijn afwezigheid overeenkomstig artikel 5, wordt uit de kandidatenpromotie uitgesloten.

Om de erkenning te verkrijgen schrijft de kandidaat zich in voor een latere opleidings- en examen zitting.

In afwijking van het tweede lid, schrijven de kandidaten bedoeld in artikel 69, § 2, van het decreet en in artikel 90, § 2, van het besluit zich in voor een latere examen zitting.

**Art. 8.** Het centrum beheert de geschillen m.b.t. de behaalde examenuitslagen.

De verantwoordelijke van het centrum beheert de beroepen die kandidaten jegens een opleider indienen en geeft de administratie kennis van de gevolgen die aan het beroep gegeven worden.

Een geschil dat tussen het centrum en de kandidaat omtrent een opleider aanhoudt, wordt op de agenda van een opvolgingscomité geplaatst.

**Art. 9.** Een opvolgingscomité dat het centrum en de administratie bijeenbrengt kan gehouden worden, ondermeer om de slechte werking van de opleiding en van de desbetreffende organisatie te analyseren en te verhelpen, om de aanpassingen van de pedagogische inhoud van de opleiding te evalueren, om advies over de kwaliteit van de opleiding en de opleiders te geven.

Het opvolgingscomité bestaat uit één of meer vertegenwoordigers van de administratie, uit één of twee vertegenwoordigers van het centrum en uit elk ander gecoöpteerd lid.

Het centrum neemt het secretariaat van het opvolgingscomité waar.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 26 oktober 2015.

P. FURLAN